



Messages clés

Le climat et l'eau, l'assainissement et l'hygiène

INTRODUCTION

Le lien entre la résilience climatique et l'accès à l'eau : c'est élémentaire.

Il va sans dire qu'il n'est pas possible de renforcer la résilience climatique sans garantir un accès résilient à une eau propre, y compris pour satisfaire des besoins aussi élémentaires que la boisson, l'assainissement et l'hygiène. L'accès universel à l'eau pour les utilisations personnelles et domestiques est bien plus qu'un droit fondamental. C'est également une nécessité incontournable pour la santé, l'éducation, le développement socio-économique et la qualité de vie des êtres humains.

Nous savons par ailleurs déjà que les changements climatiques et l'eau sont deux domaines étroitement liés.

L'un des effets les plus immédiats et évidents des changements climatiques se manifeste dans leurs effets sur le cycle de l'eau, avec l'augmentation du nombre de sécheresses et d'inondations, ainsi que la fonte des glaces et la hausse du niveau des mers. Ces phénomènes renforcent également la fréquence et la puissance des événements météorologiques extrêmes, qui détruisent des infrastructures d'eau et d'assainissement, ce qui réduit les possibilités de prévision des volumes d'eau disponibles pour différentes utilisations importantes.

En outre :

- Les changements climatiques ont des répercussions majeures sur les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, sur les usagers ainsi que sur les systèmes et les ressources hydriques dont ils dépendent. Les personnes qui ne disposent que de services d'APPROVISIONNEMENT EN EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE de mauvaise qualité font déjà partie des groupes les plus vulnérables de la société et les changements climatiques ne font qu'aggraver cette vulnérabilité en minant des services déjà insuffisants.
- L'accès inadapté à l'eau, l'assainissement et l'hygiène explique pas moins de 10 % du fardeau des maladies à l'échelle mondiale. Il contribue en effet à 1,6 million de décès évitables chaque année, dont 60 % de l'ensemble des morts causées par des diarrhées. Les changements climatiques noircissent déjà cette situation et si nous ne prenons aucune mesure décisive, cela continuera. L'accès aisé à des sources d'approvisionnement en eau propres et fiables pour la boisson, l'assainissement et l'hygiène est essentiel pour parvenir à une gestion intégrée des ressources en eau. Il s'agit d'un droit fondamental ou « élémentaire », auquel chacun de nous peut prétendre, sans discrimination.
- La hausse des températures augmente la demande et les pénuries d'eau, ce qui nuit au caractère abordable et à la qualité, en particulier lorsque des événements météorologiques extrêmes viennent

compromettre des systèmes d'assainissement utilisant de l'eau où quand ces derniers sont simplement inexistantes.

- L'assèchement qui menace à long terme plusieurs régions affectées par les changements climatiques leur impose de creuser de plus en plus profond pour permettre aux forages et aux puits d'atteindre des aquifères en déclin, ce qui élève les coûts d'infrastructures et de pompage, abaisse le niveau des nappes phréatiques, qui ont besoin de temps pour se remplir à nouveau, affecte la qualité de l'eau et aggrave l'effet de sécheresse sur [les lacs, les ruisseaux et les rivières](#) environnants.
- Les pénuries d'eau qui font que l'eau manque pour la boisson et l'assainissement et limitent les moyens de subsistance [sont un facteur de crise, qui peut aboutir à des conflits](#) et compromettre la paix et la sécurité, comme nous avons déjà pu l'observer dans de nombreux pays, voire des régions entières, comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.
- Les inondations disséminent des déchets humains, [qui contaminent les sources d'approvisionnement en eau](#) utilisées pour la boisson, ce qui provoque une hausse immédiate du nombre de maladies infectieuses et de la mortalité infantile et contribue à ralentir le développement de l'enfant.
- [Selon les estimations d'une étude menée en 2017 par l'UNICEF](#), plus de 270 millions d'enfants vivent actuellement dans des zones au risque d'inondation extrême, où moins de la moitié de la population a accès à des installations d'assainissement adéquates, un chiffre qui n'inclut, par ailleurs, que les enfants.
- Comme elles sont généralement responsables de la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les familles et les logements, les femmes et des filles sont particulièrement affectées. En raison des changements climatiques, dans le monde entier, des femmes et des filles doivent se rendre vers des sources d'approvisionnement en eau toujours plus éloignées de leur domicile. Elles perdent ainsi collectivement plus de [200 millions d'heures chaque jour pour ces tâches](#).
- Le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement est la dure réalité vécue par de nombreuses [communautés parmi les plus vulnérables](#) de la planète. Il a déjà des effets dévastateurs sur leur santé, leur bien-être et leur développement socio-économique, des effets que les changements climatiques ne feront qu'exacerber.

Des liens inextricables existent donc entre les changements climatiques et l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Il est impossible de lutter contre les premiers sans s'attaquer au second.

En résumé, nous ne pourrons pas construire la résilience climatique des communautés sans garantir un accès résilient à l'eau, y compris pour les besoins les plus élémentaires : la boisson, l'assainissement et l'hygiène.

Les communautés se trouvent prises dans un cercle vicieux : leur accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène est insuffisant ; des événements météorologiques extrêmes viennent aggraver cette situation ; la fourniture des services est de plus en plus chère et techniquement complexe ; les difficultés d'accès augmentent et les communautés sont dans l'incapacité de se sortir de ce cycle.

Comment pouvons-nous donc y mettre fin ?

Message numéro 1

Sans priorité, on ne pourra rien réparer.

Malgré les liens incontestables qui existent entre les changements climatiques et l'accès à l'eau, y compris pour les besoins les plus élémentaires, notre expérience nous a appris qu'ils sont bien trop souvent négligés par les principaux décideurs politiques.

Cependant, ce n'est pas par manque de soins, d'intérêt ou de rigueur, mais en raison de la complexité inhérente à la nature humaine et du caractère difficile et composite des changements climatiques eux-mêmes.

Dans le statu quo actuel, les personnes responsables de veiller à l'accès des communautés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène se concentrent le plus souvent sur la fourniture de services plutôt que sur les questions plus générales de gestion de l'eau. Par ailleurs, les évaluations des risques climatiques n'ont pas été assez nombreuses pour éclairer la conception et le fonctionnement de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilients aux changements climatiques. Pour les ministres de tutelle de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, leurs priorités sont plus immédiates et d'une dimension intrinsèquement plus humaine. *En résumé, si les besoins incontournables des personnes et des communautés ainsi que la fourniture de services de base sont au sommet de vos priorités, vous pourrez facilement sous-estimer les répercussions à long terme et les risques des changements climatiques.*

De plus, les personnes qui ont des responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques se concentrent généralement davantage sur la gestion des ressources à grande échelle et mettent l'accent (pour les aspects liés à l'eau) sur la construction d'une résilience à long terme pour les infrastructures, les ressources et les systèmes hydrologiques. Les questions liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont souvent considérées comme un simple élément, aussi important soit-il, d'un mandat plus vaste. *En résumé, si la résilience climatique des ressources hydriques est votre priorité numéro un, vous pourrez facilement négliger l'accès et les besoins d'adaptation des communautés, y compris la nécessité d'adapter des services d'approvisionnement qui contribuent clairement à la résilience communautaire.*

Les changements climatiques donnent un coup de pouce supplémentaire à la lutte contre ces difficultés de longue date et à la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène véritablement résilients et durables.

Dans le statu quo actuel, ces deux groupes clés de décideurs politiques, ainsi que les défenseurs du secteur de l'eau, ont tous des problèmes et des priorités propres, qui réclament bien sûr de l'attention et des ressources.

Les difficultés spécifiques auxquelles ils font face sont grandes et s'entrecroisent par bien des aspects. Ils ont néanmoins tendance à fonctionner séparément, ce qui complique l'identification des recoupements entre leurs intérêts fondamentaux et des éléments qui favorisent ou freinent leur renforcement mutuel.

Le statu quo est cependant derrière nous.

Le monde prend progressivement conscience de notre réalité climatique – terriblement complexe, dynamique, incertaine et à l'évolution rapide – ainsi que de ses retombées, qui s'aggravent rapidement. Il s'agit d'un problème à la fois systémique et humain, deux caractéristiques qui sont, par nature, interdépendantes, chacune affectant l'autre et étant en retour affectée par l'autre.

Nous ne pourrons pas construire la résilience aux retombées croissantes des changements climatiques si nous n'unissons pas nos forces et travaillons ensemble.

Nous devons travailler de façon systémique et non fragmentée si nous voulons éviter les effets répercussions des changements climatiques. Il n'est pas possible de construire des ressources, des systèmes et des infrastructures résilients aux changements climatiques, qui négligent la nécessité pour les personnes d'avoir accès à des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilients. Enfin, nous ne pouvons pas renforcer la résilience climatique des communautés sans préparer à l'avenir nos systèmes, nos ressources et nos infrastructures hydriques, sans les y adapter et sans les gérer en toute sécurité.

Points clés :

- Il ne sera possible de garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici à 2030, auquel 193 gouvernements se sont engagés en 2015, lorsqu'ils ont approuvé les [objectifs de développement durable \(ODD\)](#), qu'en menant une action climatique efficace, et vice versa. Par nature, les ODD forment un tout et se renforcent mutuellement. Chacun de ces 17 objectifs est affecté par tous les autres, comme il a des effets sur tous les autres. C'est particulièrement évident pour ce qui est des liens entre [l'objectif 13 \(Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques\)](#) et [l'objectif 6 \(Eau propre et assainissement\)](#).
- Jusqu'à présent, la majeure partie des efforts et des investissements en matière d'action climatique étaient orientés, à juste titre, vers la limitation des émissions de GES. Cependant, la [crise climatique s'aggrave](#). Ses effets se font déjà ressentir, parfois avec une décennie (ou plus) d'avance sur les prévisions, et de nombreux changements inédits et irréversibles ont déjà lieu. **C'est pourquoi il faut en urgence [accorder le même niveau de priorité à l'adaptation](#) et aux efforts de réduction des émissions. Il faut pour cela accélérer l'adaptation et augmenter les investissements, y compris pour construire la résilience climatique de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.**
- *La construction de ressources hydriques et de services d'approvisionnement en eau résilients aux changements climatiques réclame des investissements et des financements. Ces derniers dépendent de priorités définies par les [gouvernements](#). Si, dans le cadre de leurs plans d'adaptation climatique et de leurs engagements en la matière, les décideurs politiques ne mettent pas la priorité sur l'eau et l'assainissement dans leur gestion d'ensemble des ressources hydriques, les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène non durables perdureront, ce qui aura de sévères implications pour la santé et la survie de communautés qui sont déjà les plus durement touchées par les changements climatiques.*
- **La résilience climatique du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est une solution potentielle, non seulement en matière d'adaptation, mais aussi de limitation des émissions de GES.** Dans le secteur de l'eau, il existe différentes possibilités non exploitées de décarbonation et de production d'énergie peu émettrice notamment au travers de la construction de services et d'infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène plus résilients aux changements climatiques. (voir Message 4)

Les changements climatiques représentent à la fois une menace pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène et une occasion de réinventer et de changer la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène en vue d'obtenir des résultats plus durables.

Dès lors, comment sortir du statu quo pour aller ensemble de l'avant ?

Comment pouvons-nous aider tous les acteurs à comprendre en quoi leurs propres priorités et celles des autres se recoupent et comment elles peuvent mutuellement se nourrir et profiter les unes aux autres ?

Message numéro 2

La coopération intersectorielle et l'harmonisation des politiques entre l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la gestion des ressources hydriques et l'action climatique sont essentielles à la construction de la résilience climatique

Les personnes qui travaillent pour garantir la résilience climatique des ressources hydriques ainsi que des infrastructures et des services d'approvisionnement en eau doivent harmoniser, coordonner et intégrer leurs plans, leurs politiques et leurs projets, y compris pour les services de base. C'est uniquement de cette façon que l'accès des communautés à l'eau et à l'assainissement pourra bénéficier du niveau de priorité et des financements adéquats.

Puisqu'il est d'une importance fondamentale de garantir l'accès résilient des communautés à l'eau, l'incapacité à intégrer la résilience de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène aux plans d'adaptation climatique menace l'objectif ultime de l'action climatique : protéger notre planète et toutes les personnes qui y vivent.

Cependant, alors que l'harmonisation et l'intégration des politiques nationales en matière d'action climatique et de fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sont nécessaires, elles n'ont, à quelques notables exceptions près, jamais eu lieu.

Mi-2020, alors que 9 % des CDN étaient liées à la gestion des ressources hydriques, seulement 2 % portaient sur l'assainissement et 3 % sur les eaux usées. À l'inverse, les politiques et les programmes nationaux spécialement consacrés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ne tiennent souvent pas compte des futures retombées climatiques et des risques associés.

Si les CDN ne tiennent pas compte de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, alors il est facile que les politiques climatiques finissent par ignorer les questions qui y sont liées. En outre, si les politiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène n'intègrent pas les risques climatiques, elles ne pourront pas renforcer la résilience aux futurs effets des changements climatiques. Il en résulte un manque d'harmonisation et d'intégration des politiques, qui nuit aux objectifs et aux résultats dans les deux domaines.

La perception du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène comme une solution clé pour l'adaptation climatique et l'atténuation des changements climatiques n'est donc plus aussi forte, ce qui a plusieurs conséquences : augmentation des angles morts relatifs aux risques climatiques, occasions

manquées, investissements inévitablement gaspillés sur des projets qui ne sont pas résilients aux événements météorologiques extrêmes.

Ce manque d'harmonisation et ce gaspillage de ressources sont non seulement insoutenables à long terme, mais ils sont à l'origine d'un échec systémique autoalimenté, qui donne à l'eau, l'assainissement et l'hygiène l'image d'un investissement risqué, aussi bien pour les financements traditionnels du développement que pour les financements climatiques.

Les pays doivent de toute urgence lancer de solides évaluations des risques liés aux effets futurs des changements climatiques sur leurs infrastructures et leurs services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène afin de garantir que les avantages à long terme et les retours sur investissement se réaliseront.

Message numéro 3

Les possibilités d'atténuation dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont un élément essentiel de l'action climatique

Bien que les émissions de GES issues du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène représentent une petite part des niveaux de CO2 mondiaux par rapport à des secteurs comme l'énergie, le transport, l'industrie, la construction et l'agriculture, les possibilités de réduction des émissions dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont essentielles pour garantir à tous un avenir résilient aux changements climatiques et caractérisé par de faibles émissions.

Par ailleurs, selon le GIEC, « la relation entre les mesures d'atténuation du changement climatique et l'eau est une relation réciproque ».

Les mesures mises en place pour réduire les émissions de GES ont des implications directes pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. De même, les réseaux d'eaux usées et d'assainissement ont une incidence sur les émissions de carbone en raison de l'intensité énergétique des systèmes de traitement et de distribution de l'eau.

En outre :

- Les ODD et les CDN reconnaissent le rôle que doivent jouer les gouvernements ainsi que d'autres acteurs, y compris le secteur privé, en matière de gestion de l'eau pour parvenir à un avenir durable et peu émetteur de carbone. Cette reconnaissance est cependant encore incomplète.
- Peu d'institutions et d'acteurs responsables de la mise à jour et de l'application des PNA, des CDN et des stratégies nationales relatives aux changements climatiques ont totalement pris en compte les problèmes d'atténuation liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.
- L'utilisation des eaux usées peut représenter une source rentable et durable d'énergie, de nutriments, de matière organique et d'autres sous-produits utiles.
- Le biogaz émis lors du processus de traitement des eaux usées peut être capturé afin de contribuer à la neutralité carbone du traitement. Par ailleurs, compte tenu de la température des eaux usées, on peut envisager d'installer des pompes à chaleur dans les conduites des égouts pour produire de l'énergie.

- La production de biocarburant peut augmenter la demande, car elle réduit [la disponibilité de l'eau pour la boisson, l'assainissement et l'hygiène](#).
- Les installations d'assainissement sur site et les stations d'épuration [émettent des volumes variables de polluants atmosphériques](#) (par ex., du méthane) ; par conséquent, les choix technologiques lors de la planification de la fourniture de services et la gestion des systèmes peuvent accélérer ou ralentir les changements climatiques.

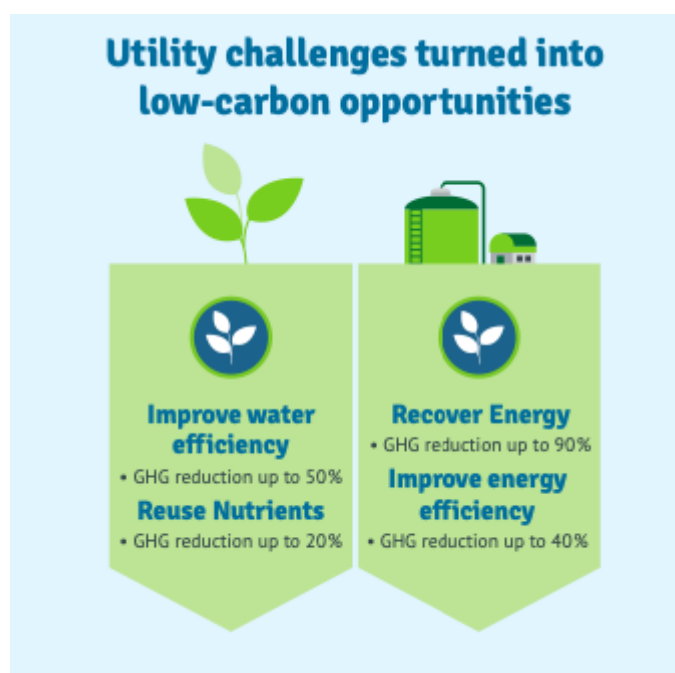


Figure. Possibilités de baisse des émissions de CO₂ des services publics d'eau et d'assainissement^[1]

^[1] Adapté de Simone Ballard et al. 2018. « [Roadmap to a Low-Carbon Urban Water Utility](#) » (Feuille de route vers un service public urbain de l'eau peu émetteur de carbone). Water and Wastewater Companies for climate mitigation. IWA Publishing, Londres, Royaume-Uni.

Message numéro 4

En travaillant ensemble, nous pouvons veiller à renforcer la volonté politique pour augmenter la taille des financements climatiques, les répartir de façon juste et générer des retours sur les investissements dans la résilience climatique du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

Selon un [rapport de l'OCDE publié en 2018](#), 70 % de l'ensemble des financements climatiques mondiaux étaient consacrés à l'atténuation des changements climatiques, 21 % portaient sur l'adaptation et le reste était destiné à des activités transversales. Plus de la moitié des financements climatiques ciblaient des infrastructures économiques (principalement dans l'énergie et les transports) et le reste était

majoritairement dirigé vers des infrastructures agricoles et sociales, dont des ressources et des services publics liés à l'eau, le plus souvent en ville plutôt qu'en zone rurale, où les besoins sont les plus pressants.

Actuellement, seulement 10 % des projets liés à l'eau qui attirent des financements climatiques sont spécifiquement consacrés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène – [soit seulement 0,3 % des financements climatiques mondiaux](#). **Cette insuffisance représente un obstacle majeur pour la construction d'un secteur de l'eau et de l'assainissement résilient aux changements climatiques.**

Nous ne voulons pas dire que les financements climatiques devraient – voire, pourraient – remplacer le financement existant destiné au développement de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Pourtant, les financements climatiques pourraient contribuer à combler le déficit de financement qui caractérise aujourd'hui les services d'approvisionnement en eau (dont les fonds proviennent du financement du développement), à augmenter l'accès à d'autres sources de financement et à renforcer la résilience climatique de ces services d'approvisionnement en eau.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, des pays développés se sont engagés conjointement à mobiliser chaque année 100 milliards de dollars des États-Unis pour répondre aux besoins liés à l'adaptation climatique des pays en développement. La plupart d'entre eux n'ont cependant pas encore satisfait cet engagement.

Il est fondamental pour tous les secteurs de travailler ensemble afin « d'augmenter le volume total des financements climatiques ». **Les milliers de milliards de dollars que les gouvernements ont consacrés aux plans de récupération contre la COVID-19 ont montré qu'avec suffisamment de volonté politique, il serait facile d'atteindre l'objectif de base de 100 milliards de dollars É.-U.**

Il faut également veiller à ce que suffisamment d'investissements se dirigent vers ceux qui en ont le plus besoin.

En analysant attentivement la destination des flux de financement du développement liés au climat, nous notons que [la quasi-totalité des 20 premiers bénéficiaires](#) sont des pays à revenu intermédiaire et non pas des pays à revenu faible.

En outre, la grande majorité de ces financements est destinée à des projets en ville plutôt que dans des zones rurales, où les niveaux d'accès des communautés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont inférieurs et où la résilience aux chocs climatiques des infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène est plus faible.

Cette fracture est dramatique et n'est pas durable.

Les communautés des pays les moins développés, en particulier dans les zones rurales, voient leur capacité à résister à des chocs climatiques, et à s'en remettre, sévèrement compromise.

On estime que les coûts supplémentaires pour garantir la résilience climatique des nouveaux actifs d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont de l'ordre de 0,9 milliard à 2,3 milliards de dollars É.-U. par an.

Bien qu'ils soient significatifs, ces investissements représentent environ 1 % des besoins en investissement de base en infrastructure et ils permettraient [de réduire de 50 % le risque de dommages pour les nouvelles infrastructures](#).

Les principales estimations des bénéfices socio-économiques permis par des investissements dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène montrent régulièrement leur excellente rentabilité, même lorsqu'elles ne tiennent pas compte des retombées sociétales positives associées, comme l'égalité entre les sexes.

Selon des études de la Banque mondiale, de l'UNICEF et d'autres, on estime que les avantages liés à l'accès à des services d'approvisionnement en eau de base peuvent représenter une valeur de 66 milliards de dollars É.-U. par an.

Une analyse actualisée de WaterAid confirme le formidable retour sur investissement potentiel de l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, dont la valeur se compterait en milliers de milliards de dollars sur les deux décennies à venir.

Chaque dollar consacré à l'amélioration stratégique de la résilience aux inondations pourrait permettre d'éviter 62 dollars É.-U. de coûts de réparation. Les investissements dans la résilience aux inondations sont très rentables dans les régions où elles sont fréquentes. Ils impliquent des montants nettement plus faibles que ceux des perturbations et des réparations.

Les inondations constituent la menace liée aux changements climatiques la plus récurrente pour les infrastructures mondiales d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. On estime ainsi que les perturbations pourraient affecter jusqu'à 13 % de la population dans les pays les plus vulnérables. Cela dit, même les pays développés ne sont pas protégés contre leurs retombées, comme l'ont très clairement illustré les inondations qu'a connues l'Europe en 2021.

En comparaison, le coût pour garantir l'accès universel à l'eau est faible, avec seulement 14 milliards de dollars É.-U. par an. **Ces investissements peuvent donc afficher une bonne rentabilité et leurs avantages régulièrement surpasser les coûts dans l'ensemble des régions du monde.** Néanmoins, les précédentes études ne sont pas parvenues à correctement intégrer les bénéfices supplémentaires permis par la construction de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilients aux changements climatiques.

Enfin, il convient de noter que les infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène soutiennent la résilience de l'ensemble du système au sein d'une économie, et renforcent la capacité d'un pays à s'adapter aux risques liés aux urgences sanitaires et aux changements climatiques et à les limiter. Elles revêtent donc une importance toute particulière alors que les pays cherchent à « mieux reconstruire » au lendemain de la COVID-19.

En outre :

- La fourniture de services d'approvisionnement en eau résilients peut apporter jusqu'à [21 fois plus de valeur](#) que ce qu'elle coûte. Ces services constituent également une étape nécessaire vers l'eau, l'assainissement et l'hygiène universels, gérés en toute sécurité et résilients aux changements climatiques.

- L'amélioration des services de base en vue de créer des infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité est un investissement à long terme susceptible de générer des bénéfices nets de 37 à 86 milliards de dollars É.-U. par an et d'éviter jusqu'à 6 milliards de cas de diarrhée et 12 milliards de cas d'helminthiase entre 2021 et 2040, avec des implications profondes sur la santé et la nutrition des enfants.
- Il est fondamental d'évaluer correctement les risques climatiques qui pèsent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène afin de bien définir les priorités et de planifier les infrastructures pour éviter de confirmer des infrastructures mal équipées pour répondre aux besoins climatiques de demain.
- Si les pays ne parviennent pas à construire des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilients aux changements climatiques, ils devront investir plus fréquemment, mais ces investissements ne seront ni durables ni efficaces compte tenu des retombées climatiques croissantes, qui leur coûteront des millions, voire des milliards, supplémentaires en coûts de remplacement.
- L'accès universel à des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilients aux changements climatiques a des répercussions positives directes sur les moyens de subsistance de milliards de personnes ; il contribue à la durabilité de ressources en eau qui génèrent de faibles revenus ; il renforce la santé des populations et il est à l'origine d'avantages économiques à long terme généralisés.

Message numéro 5

La résilience climatique du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est un élément essentiel de l'action climatique

La création d'un secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène résilient aux changements climatiques constitue à la fois une riposte nécessaire et une solution potentielle, et elle offre des avantages en matière d'atténuation et d'adaptation.

Plusieurs goulets d'étranglement et obstacles se dressent sur le chemin de la résilience climatique, mais la bonne nouvelle, c'est que les solutions sont connues et faciles d'accès. Pour chaque problème et ses conséquences, il existe des solutions, des moyens et des avantages.

De plus en plus d'outils, de ressources, de cadres et d'études de cas couronnés de succès dans d'autres pays viennent aider les gouvernements à s'assurer que leurs CDN intègrent à leurs plans d'infrastructure, ainsi qu'à leurs plans nationaux d'adaptation, des stratégies d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène résilientes aux changements climatiques.

Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène s'est uni et, pour faire avancer nos objectifs d'accès universel à l'eau et l'assainissement tout en tenant compte des changements climatiques et en

nous y adaptant, nous appliquons plusieurs changements critiques à nos méthodes de travail... Nous sommes également impatients de nous associer avec vous tous pour y parvenir dans tous les pays.



Messages clés

Le climat et l'eau, l'assainissement et l'hygiène

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le présent Résumé analytique et les Messages clés qui l'accompagnent ont été rédigés afin d'aider le partenariat SWA, y compris les décideurs au sein des gouvernements, les partenaires de développement et les acteurs des secteurs de la lutte contre les changements climatiques, de l'EAH et de la gestion des ressources hydriques, à comprendre en quoi un secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène résilient aux changements climatiques constitue à la fois une riposte nécessaire et une solution potentielle pour l'adaptation aux changements climatiques et son atténuation.

Le lien entre la résilience climatique et l'accès à l'eau : c'est élémentaire.

L'une des principales manifestations des changements climatiques que nous ressentons se manifeste au travers des modifications du cycle de l'eau, qui réduisent la disponibilité et la qualité de l'eau pour ses différentes utilisations. L'accès à l'eau pour des utilisations personnelles et domestiques, comme la boisson, l'assainissement et l'hygiène est étroitement lié à l'évolution de notre climat. Il est impossible de s'attaquer à l'un de ces problèmes, sans chercher à résoudre également l'autre. Les personnes qui ne disposent que de services EAH de mauvaise qualité font déjà partie des groupes les plus vulnérables de la société et les changements climatiques ne font qu'aggraver cette vulnérabilité en minant des services déjà inadaptés. Alors que les retombées des changements climatiques représentent une menace immédiate et croissante pour l'EAH, elles offrent également la possibilité de réinventer et de changer la fourniture de services EAH en vue d'obtenir des résultats plus durables, mais...

Sans priorités, on ne pourra rien réparer

Malgré les liens incontestables qui existent entre les changements climatiques et l'accès à l'eau, y compris pour les besoins les plus élémentaires, notre expérience nous a appris qu'ils sont bien trop souvent négligés par les principaux décideurs politiques.

Les décideurs du secteur EAH omettent souvent de tenir compte de la résilience climatique dans la fourniture de services EAH, parfois en raison d'une mauvaise prise en compte de la gestion des ressources en eau et, de plus en plus, à cause de l'absence d'évaluation adéquate du risque climatique. Parallèlement, il est possible que les personnes responsables de la conception des politiques nationales d'action climatique n'incluent pas systématiquement les questions liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans ces politiques. En fait, à quelques exceptions près, la plupart des pays n'ont pas intégré la résilience des services EAH à leurs engagements et plans nationaux d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation.

Les changements climatiques donnent un coup de pouce supplémentaire à la lutte contre ces problèmes qui existent depuis longtemps et à la fourniture de services EAH véritablement résilients et durables, qui peuvent, à leur tour, constituer une solution en matière d'atténuation et d'adaptation.

La coopération intersectorielle et l’harmonisation des politiques entre l’EAH, la gestion des ressources hydriques et l’action climatique sont essentielles à la construction d’une résilience climatique efficace.

L’incapacité à intégrer la résilience de l’EAH aux plans d’adaptation climatique et d’atténuation menace l’objectif ultime de l’action climatique : protéger notre planète et toutes les personnes qui y vivent. Cependant, alors que l’harmonisation et l’intégration des politiques nationales en matière d’action climatique et de fourniture de services EAH sont nécessaires, elles n’ont, à quelques notables exceptions près, jamais eu lieu.

Dans le secteur, en raison de l’incapacité à correctement tenir compte de la gestion des ressources hydriques et à réaliser des évaluations des risques climatiques pour l’EAH, des investissements sont gaspillés pour des infrastructures et des services qui ne résisteront pas aux changements climatiques sur le long terme. L’EAH pâtit donc d’une image d’investissement risqué aussi bien pour le financement du développement que les financements climatiques. De même, l’impossibilité pour les pays d’inclure un secteur EAH résilient à leurs plans nationaux d’atténuation et d’adaptation est une occasion manquée étant donné qu’un secteur EAH résilient aux changements climatiques peut représenter une solution à ces deux problèmes.

Les pays doivent de toute urgence lancer de solides évaluations des risques des futures retombées des changements climatiques sur l’ensemble des ressources en eau, en particulier sur leurs infrastructures et services EAH, et intégrer la résilience de l’EAH aux plans nationaux d’adaptation et d’atténuation en vue d’attirer les financements climatiques supplémentaires nécessaires pour rendre les services EAH résilients aux changements climatiques.

Dans le secteur, l’atténuation revêt également une importance critique, étant donné que les mesures appliquées pour réduire les émissions de GES ont des implications directes pour l’EAH. D’un autre côté, les systèmes d’eaux usées et d’assainissement ont une incidence sur les émissions de carbone en raison de l’intensité énergétique des systèmes de traitement et de distribution de l’eau.

En travaillant ensemble, nous pouvons veiller à renforcer la volonté politique pour augmenter la taille des financements climatiques, les répartir de façon juste et générer des retours sur les investissements dans la résilience climatique du secteur EAH

Il est fondamental pour tous les secteurs de travailler ensemble afin « d’augmenter le volume total des financements climatiques ». Dans le cadre de l’Accord de Paris, des pays développés se sont engagés conjointement à mobiliser chaque année 100 milliards de dollars des États-Unis pour répondre aux besoins liés à l’adaptation climatique des pays en développement. La plupart d’entre eux n’ont cependant pas encore satisfait cet engagement. **Les milliers de milliards de dollars que les gouvernements ont consacrés aux plans de récupération contre la COVID-19 ont montré qu’avec suffisamment de volonté politique, il serait facile d’atteindre l’objectif de base de 100 milliards de dollars É.-U.**

Il faut également veiller à ce que suffisamment d’investissements se dirigent vers ceux qui en ont le plus besoin. Pour cela, il faut mobiliser davantage de ressources pour soutenir l’adaptation et faire en sorte que les ressources atteignent les pays à revenu faible.

Actuellement, seulement 10 % des projets liés à l’eau qui attirent des financements climatiques sont spécifiquement consacrés à l’EAH – soit seulement 0,3 % du total des financements climatiques mondiaux. La majeure partie de ces investissements est dirigée vers les services publics dans les villes et

les zones urbaines des pays à revenu intermédiaire plutôt que dans les pays à revenu faible et dans les zones rurales, où les services EAH existants sont déjà limités et plus vulnérables face à des événements météorologiques extrêmes. Cette insuffisance représente un obstacle majeur pour proposer un accès à l'eau et l'assainissement résilient aux changements climatiques.

La fourniture de services d'approvisionnement en eau résilients peut apporter jusqu'à 21 fois plus de valeur que ce qu'elle coûte. Ces services constituent également une étape nécessaire vers l'EAH universel, géré en toute sécurité et résilient aux changements climatiques. Les principales estimations des bénéfices socio-économiques permis par des investissements dans l'EAH montrent régulièrement leur excellente rentabilité. Une étude récente confirme que le retour sur investissement potentiel de l'accès universel à l'EAH se compterait en milliers de milliards de dollars sur les deux décennies à venir.

La résilience climatique du secteur EAH est un élément essentiel de l'action climatique

La création d'un secteur EAH résilient aux changements climatiques constitue à la fois une riposte nécessaire et une solution potentielle, et elle offre des avantages en matière d'atténuation et d'adaptation. Plusieurs goulets d'étranglement et obstacles se dressent sur le chemin de la résilience climatique, mais la bonne nouvelle, c'est que les solutions sont connues et faciles d'accès. Le secteur de l'eau a un rôle à jouer dans les plaidoyers pour l'augmentation et le meilleur ciblage des ressources en faveur de projets EAH résilients aux changements climatiques, dans le cadre d'efforts destinés à garantir une gestion intégrée des ressources hydriques et la réalisation des droits fondamentaux.

GLOSSAIRE

Adaptation :

Processus d'ajustement au climat actuel ou attendu et à ses effets. Dans les systèmes humains, l'objectif est de limiter ou d'éviter les dommages ou bien de profiter d'occasions positives. Dans certains systèmes naturels, l'intervention humaine est susceptible de faciliter l'ajustement au climat attendu et à ses effets. Exemples d'adaptation dans l'EAH : examiner et mettre à jour les politiques et stratégies EAH pour tenir compte des risques climatiques ; renforcer stratégiquement les ressources en eaux souterraines ; cibler les régions/communautés affectées par des risques climatiques en leur fournissant des systèmes EAH résilients aux changements climatiques ; éduquer et former des groupes communautaires à la gestion en fonction du climat.

Atténuation (des changements climatiques) :

Intervention humaine destinée à réduire les sources de gaz à effet de serre (GES) ou à améliorer les puits de carbone. Cela comprend des interventions humaines pour réduire les sources d'émissions d'autres substances susceptibles de contribuer directement ou indirectement à la limitation des changements climatiques. Exemples d'atténuation dans l'EAH : améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie et veiller, dès que possible, à utiliser des énergies renouvelables pour les activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; produire de l'énergie à partir de déchets.

Risque :

Conséquences potentielles lorsqu'un actif de valeur est en jeu et que le résultat est incertain, en tenant compte des différences de valeurs. Le risque est souvent représenté sous la forme d'une probabilité de réalisation d'événements dangereux (par ex., sécheresse, inondation, etc.) ou de tendances multipliée par les répercussions des retombées si ces événements ou ces tendances se matérialisent. Remarque : L'évaluation des risques pour l'EAH peut être simplifiée en utilisant [l'outil sectoriel GWP-UNICEF](#).

Contributions déterminées au niveau national (CDN) :

Les CDN sont des plans climatiques nationaux qui soulignent les actions climatiques (atténuation et adaptation), notamment

les cibles, les politiques et les mesures liées au climat que les gouvernements ambitionnent de mettre en œuvre pour répondre aux changements climatiques et pour contribuer à l'action climatique mondiale. Le concept de détermination au niveau national est essentiel pour les CDN.

Plans nationaux d'adaptation (PNA) :

Les PNA permettent aux pays d'identifier les besoins à moyen et long terme en matière d'adaptation et de définir et appliquer des stratégies et des programmes pour y répondre. Il s'agit d'un processus continu, progressif et récurrent, qui adopte une approche menée par les pays, attentive aux questions de genre, participative et totalement transparente.

PROBLÈMES ET CONSÉQUENCES	SOLUTIONS ET BÉNÉFICES	OUTILS ET RESSOURCES
Problème : Manque d'attention de la part de la communauté des défenseurs du climat pour les besoins d'adaptation et les possibilités d'atténuation des services EAH Conséquences : Le manque d'intégration de l'EAH aux plans et aux politiques en matière de résilience climatique réduit leur efficacité La non-prise en compte des besoins élémentaires pour l'accès résilient à l'eau, l'assainissement et l'hygiène a des répercussions négatives sur	Les responsables des politiques climatiques doivent comprendre les besoins en matière d'adaptation, les possibilités d'atténuation et les risques que les changements climatiques font peser sur la fourniture de services EAH durables et résilients Une meilleure compréhension des besoins, des possibilités et des risques aidera à renforcer l'intégration et l'harmonisation des politiques climatique et EAH, à réduire les lacunes dans les politiques, à minimiser les gaspillages dans les	SWA Note d'information 3 – Changements climatiques

la résilience climatique des communautés La baisse de la résilience des communautés sape l'ensemble de la planification et des résultats en matière de résilience climatique Des occasions d'atténuation dans le secteur EAH sont manquées Les gouvernements n'ont pas accès aux financements climatiques pour aider à construire des services et des systèmes EAH résilients	investissements et à améliorer la résilience des communautés Une meilleure compréhension des points de contact entre l'EAH et les changements climatiques peut contribuer à rendre les politiques climatiques plus solides et efficaces. Il est possible d'attirer des financements climatiques supplémentaires pour contribuer à augmenter la résilience des services EAH	
Problème : Non-intégration de l'analyse du risque climatique aux politiques, programmes et stratégies EAH Conséquences : Augmentation de la vulnérabilité aux chocs climatiques des services EAH non résilients Investissements gaspillés dans des programmes EAH non résilients Baisse de l'accès des communautés aux services EAH de base Le manque d'intégration de l'EAH aux plans et aux politiques en matière de résilience climatique réduit leur efficacité Les financements climatiques ne sont pas accessibles	Les décideurs politiques doivent comprendre les difficultés et les risques que les changements climatiques font peser sur la fourniture de services EAH durables et résilients Une meilleure compréhension des risques climatiques aidera les décideurs politiques à intégrer et à harmoniser les politiques climatiques et EAH. Cela contribuera à améliorer la résilience des services, réduira le risque climatique et aidera à attirer des financements climatiques supplémentaires La réalisation d'une analyse des risques climatiques est fondamentale pour permettre aux politiques EAH et aux décideurs d'éviter les gaspillages d'investissements, de combler les lacunes des politiques, de sortir du statu quo et d'aller ensemble de l'avant	UNICEF & GWP WASH Climate Resilient Development – Strategic Framework WASH Climate Resilient Development – Risk Assessments for WASH

	Il est possible d'attirer des financements climatiques supplémentaires pour contribuer à augmenter la résilience des services EAH	
Problème : Accès insuffisant aux financements climatiques pour construire des services EAH résilients aux changements climatiques (en particulier dans les pays à revenu faible) Conséquences : Des occasions de combler les déficits de financement entre l'EAH de base/le statu quo et l'EAH résilient aux changements climatiques sont manquées Les services EAH restent exposés aux chocs climatiques et l'accès universel est inatteignable	En réalisant une analyse des risques climatiques et en l'intégrant à la planification des politiques EAH, il est possible d'harmoniser et d'intégrer les politiques relatives aux changements climatiques et les politiques destinées à améliorer la résilience climatique du secteur EAH L'harmonisation et l'intégration des politiques relatives aux changements climatiques et au secteur EAH peuvent aider les pays à inclure des politiques destinées à l'amélioration de la résilience climatique de l'EAH dans les CDN et les PNA L'inclusion des politiques EAH aux CDN et aux PNA peut aider à attirer des financements climatiques pour contribuer à construire des services EAH résilients La résilience des services EAH renforce la résilience des communautés et contribue à garantir l'accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène L'accès universel à l'EAH a des retombées positives sur l'éducation, la santé et le développement socio-économique L'investissement en faveur de l'EAH peut constituer un moyen	SWA Eau et assainissement – Comment faire fonctionner l'investissement public : Manuel à destination des ministres des finances WaterAid et ODI Just add water: a landscape analysis of climate finance for water

	efficace de générer une croissance économique importante au lendemain de la COVID-19	
Problème : Absence de suivi et d'évaluation de la résilience climatique de l'EAH Conséquences : Impossibilité d'identifier et de prévenir les répercussions négatives et les risques liés au climat Impossibilité d'évaluer le niveau de préparation et les performances en matière de résilience climatique Occasions d'atténuation manquées dans le secteur EAH On ne peut gérer ce que l'on ne peut pas mesurer	L'amélioration du suivi et de l'évaluation des services et systèmes EAH contribue à identifier et à minimiser les risques et renforce la résilience climatique des services EAH Un suivi et une évaluation de meilleure qualité contribuent à améliorer le niveau de préparation en matière de résilience et les performances des services EAH Les possibilités d'atténuation sont plus facilement identifiées et exploitées La gestion des services EAH est simplifiée	SWA <u>CADRE DE RÉSULTATS pour le suivi et l'évaluation</u>